

Sous-Direction de la Forêt Bureau de la propriété forestière 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15 ☎ → 01.49.55.56.54 Télécopie → 01.49.55.41.97	Circulaire DERF/SDF/C2001-3009 Date : 05 AVRIL 2001 Classement :
---	--

Objet : Subventions de l'Etat (MAP) aux acquisitions de forêts et terrains à boiser par les collectivités.

Application du décret n°99.1060 du 16 décembre 1999.

Réf : Ma circulaire DERF/SDF/n° 94-3006 du 21 mars 1994.

Résumé :

Le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements a modifié profondément les modalités de mise en œuvre des subventions que l'Etat peut accorder sur le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux du Trésor aux personnes publiques (à l'exception des établissements publics de l'Etat) et aux personnes privées pour la réalisation de projets d'investissements.

L'arrêté du 30 mai 2000 du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie a fixé la liste des pièces communes à produire à l'appui des demandes de subvention. Le ministère de l'agriculture et de la pêche a fixé, par arrêté du 24 août 2000, les pièces complémentaires concernant les aides qu'il verse. La circulaire conjointe du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat ECO/B0010036 C en date du 19 octobre 2000, prise pour l'application du décret susvisé, doit faire l'objet d'une publication par le MAP/ DAF sous forme de note de service.

La présente circulaire annule et remplace la circulaire DERF/SDF/N° 94-3006 du 21 mars 1994.

PLAN DE DIFFUSION

<u>Pour exécution</u>	<u>Pour information</u>
<ul style="list-style-type: none">- MM. les Préfets- MM. les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt	<ul style="list-style-type: none">- MM. les Préfets de région- MM. les Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt (SRFB)- M. le Directeur général de l'Office national des forêts- M. le Président de la Fédération nationale des communes forestières de France- M. le Président de l'Association nationale des centres régionaux de la propriété forestière

1 Demande de subvention par les collectivités locales pour l'acquisition de forêts

En ce qui concerne l'instruction des dossiers d'aides à l'acquisition de terrains boisés ou à boiser par les collectivités, la publication de ces textes a les conséquences suivantes :

1.1. date d'effet :

premier jour du 4^{ème} mois suivant celui de la publication du décret au JO, soit le 1^{er} avril 2000, pour les dossiers de subvention déposés à compter de cette même date.

1.2. composition du dossier :

Les pièces communes à toutes les demandes de subvention prévues par l'arrêté du 30 mai 2000 du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie comprennent :

- les pièces relatives au porteur de projet : la délibération de l'organe compétent de la collectivité territoriale ou de l'organisme public approuvant le projet d'acquisition et le plan de financement prévisionnel précisant l'origine et le montant des moyens financiers et demandant la subvention.
Je vous rappelle que cette délibération doit comporter également l'engagement de préserver, aménager, le cas échéant boiser, ouvrir gratuitement au public et entretenir la forêt ou le terrain à acquérir et de demander le bénéfice du régime forestier pour les terrains en cause, dès leur acquisition.
- Les pièces relatives au projet : une note indiquant de façon précise les caractéristiques de la forêt objet de l'acquisition, son prix, les objectifs poursuivis, les besoins auxquels répondra l'acquisition, les éventuelles conditions particulières de réalisation
- Les pièces relatives au financement du projet : le plan de financement prévisionnel du projet intégrant les dépenses connexes, précisant l'origine et le montant des moyens financiers (autofinancement, emprunt, subventions, y compris l'aide sollicitée)
- Une lettre du porteur du projet certifiant que l'acquisition pour laquelle la subvention est demandée n'a reçu aucun commencement d'exécution et s'engageant à ne pas commencer l'exécution du projet avant que son dossier ne soit déclaré complet (sauf autorisation spéciale accordée dans les conditions prévues à l'article 6 du décret du 16 décembre 1999).
- Les pièces spécifiques aux acquisitions immobilières que sont :
 - Le plan de situation, le plan cadastral et le plan parcellaire

L'arrêté complémentaire du ministère de l'agriculture et de la pêche prévoit que la collectivité devra fournir également :

- la promesse de vente ou le compromis de vente relatif aux terrains objet de la demande.
- une estimation de la direction départementale des services fiscaux pour les acquisitions d'un montant au moins égal à 30 489,80 € (200 000 F).

Vous m'adresserez la demande de la collectivité avec vos propositions, accompagnées :

- de l'avis que vous aurez recueilli auprès de l'Office national des forêts sur le bénéfice du régime forestier pour les terrains en cause
- du rapport de présentation établi par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, selon le modèle joint en annexe.

1.3. autorité compétente pour recevoir la demande de subvention (dépôt du dossier) :
préfet/DDAF.

Il est indispensable que le service qui réceptionne la demande, même s'il est incompétent pour l'examiner, enregistre la date de réception ; en effet, en l'absence de demande de pièce complémentaire ou d'accusé de réception reconnaissant que son dossier est complet, adressé au demandeur, le délai de deux mois à l'expiration duquel le dossier sera réputé complet commence à la date de réception du dossier auprès d'une autorité administrative de l'Etat.

1.4. autorité compétente pour informer le demandeur du caractère complet du dossier :
Ministre / DERF.

L'instruction étant assurée par la DERF et la proposition de décision signée du Ministre, après accord du contrôleur financier, il revient logiquement au Ministre d'informer le demandeur du caractère complet du dossier.

La date indiquée vaut date de « dossier complet ».

Pour permettre une instruction rapide des dossiers, il est demandé qu'en cas de dossier incomplet, la DDAF effectue par écrit les réclamations et adresse le dossier en l'état, sans délai, au ministère de l'agriculture et de la pêche, en joignant copie de la demande de pièces manquantes. Dès réception des pièces manquantes, la DDAF les transmet au ministère de l'agriculture et de la pêche.

! à défaut de réponse de l'administration à l'expiration du délai de 2 mois à compter de la date de réception, le dossier est réputé complet.

1.5. effet du caractère complet du dossier : le demandeur peut procéder au commencement d'exécution du projet à partir de la date à laquelle le dossier est réputé complet (article 5, 1^{er} alinéa), sans que cela engage financièrement l'Etat.

1.6 définition du commencement d'exécution du projet : celui-ci est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation du projet. Dans le cas des acquisitions de terrains, qui constituent l'objet même de la subvention, le premier acte juridique n'est pas la promesse ou le compromis de vente (qui font partie des pièces constitutives du dossier), mais la signature de l'acte lui-même (article 8).

1.7 dérogation à la règle du commencement d'exécution : la possibilité de dérogation à la règle du commencement d'exécution prévue à l'article 6, qui permet à l'autorité compétente pour attribuer la subvention d'autoriser, par décision visée du contrôleur financier, le commencement d'exécution du projet avant la date à laquelle le dossier est complet ne pourra pas être appliquée aux demandes d'aides à l'acquisition de forêts correspondant à des projets d'acquisitions intervenant dans les conditions de droit commun.

En cas de réalisation de l'acquisition (signature de l'acte transmettant la propriété) avant la date de dossier complet, la demande de subvention sera rejetée.

En revanche, les projets d'acquisition sur vente aux enchères publiques, ou par exercice d'un droit de préemption, peuvent être traités dans le cadre de ces dispositions : le dossier constitué dans les conditions prévues au 1.2, à l'exception de la promesse de vente ou du compromis de vente et de l'estimation des services fiscaux, doit être transmis à l'administration centrale (DERF) qui soumet au contrôle financier la décision autorisant le commencement d'exécution ; celle-ci précise le prix, sous réserve de l'avis des services fiscaux, pour les acquisitions de terrains d'une valeur pouvant dépasser 30 489,80 € (200 000 F), et le taux maximum qui pourront servir de base au calcul de la subvention, sans que cette autorisation vaille promesse de subvention.

Cette procédure est destinée à permettre au contrôleur financier central de bloquer les autorisations de programme nécessaires au financement de l'opération et de notifier au TPG intéressé l'autorisation de commencement d'exécution. Dès engagement de la collectivité, le dossier est complété des pièces manquantes au niveau central. En cas de non-réalisation, il vous est demandé d'informer dès que possible la DERF afin de permettre l'utilisation des autorisations de programme sur un autre projet.

1.8 décision implicite de rejet (article 5 – 2^{ème} alinéa) : en l'absence de décision attributive de subvention (compétence Ministre) dans les 6 mois suivant la date à laquelle le dossier est réputé complet (date mentionnée au courrier du Ministre informant le demandeur du caractère complet du dossier ou résultant de l'absence de réponse à l'expiration du délai de 2 mois à compter de la date de réception), la demande de subvention est rejetée implicitement.

Le Ministre peut exceptionnellement, par décision visée du contrôleur financier, accepter de proroger ce délai de 6 mois pour un projet ayant reçu un commencement d'exécution dans des conditions régulières ; le recours à cette dérogation qui pourrait permettre de reporter l'attribution d'une subvention sur l'exercice suivant, par exemple dans le cas où un dossier arrive en fin d'exercice mais où la vente ne peut pas être différée, doit être limité aux cas où un incident a retardé l'intervention de la décision attributive de subvention (par exemple retard dans la transmission de l'accord d'un cofinancement), et devra bien entendu être justifié. La décision de surseoir ne vaut pas promesse de subvention.

Une demande de subvention présentée de nouveau après rejet constitue une nouvelle demande : à noter que toute demande ayant reçu un commencement d'exécution sera alors rejetée. Les conséquences de cette règle devront être réexaminées au vu des possibilités réelles de dérogation qui pourront être mises en œuvre.

J'appelle toutefois votre attention sur les points suivants :

Une collectivité titulaire d'un avis de dossier complet, qui réalise la vente avant la signature de la décision d'attribution d'aide, s'expose, si sa demande est rejetée, à ne pas pouvoir présenter un nouveau dossier de demande d'aide pour le même exercice budgétaire ou l'exercice suivant.

Il vous appartient donc :

1°) quand un projet paraît intéressant et le dossier susceptible d'être constitué en temps utile, de vous informer auprès du ministère de l'agriculture et de la pêche (SDF-BPF³), des disponibilités budgétaires existantes et de prendre rang le cas échéant pour que les autorisations de programme nécessaires soient identifiées et pré-affectées à l'opération ; à cette occasion le taux de subvention dont pourra bénéficier l'opération, et sur la base duquel la collectivité devra établir son plan de financement, vous sera précisé.

2°) d'informer la collectivité que **ni l'accusé de réception, ni l'avis de dossier complet ne valent promesse de subvention** ; en cas de réalisation de l'acquisition, la collectivité prend le risque de ne pas pouvoir présenter de nouveau dossier de demande d'aide si sa première demande est rejetée et de devoir réaliser son projet sans subvention, ou y renoncer.

2 Caractéristiques des subventions

2.1. Montant de la subvention

■ Les crédits du chapitre 61.45, article 20, sont des crédits d'investissement, classés en catégorie I, c'est-à-dire programmées au niveau national et dont la gestion reste individualisée (NAPA).

L'article 10 du décret susvisé laisse toute latitude à l'autorité compétente pour déterminer le taux auquel elle souhaite subventionner l'investissement, sous réserve de la règle limitant le montant des aides publiques directes à 80 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable.

Le taux de subvention qui peut être attribué reste compris entre 10 et 30%, sauf exception pour la mise en œuvre des contrats de plan Etat-Région ou de leurs avenants, pour lesquels il peut être porté à 50%.

Les dossiers faisant apparaître un prix à l'hectare supérieur à 10 000 euros (65 596 F) ne seront pas retenus, sauf justification particulière de l'intérêt de l'acquisition au prix proposé, qui ne pourra être admise qu'exceptionnellement. La dépense subventionnable sera alors plafonnée à 10 000 euros/ha.

Lorsque l'estimation des services fiscaux est inférieure au prix accepté par la collectivité, la dépense subventionnable est plafonnée à l'estimation des services fiscaux + 10 %.

Aucune subvention inférieure à 1 000 euros (6 560 F) ne pourra être attribuée.

La décision éventuelle de subvention vous sera notifiée en même temps que l'affectation d'autorisation de programme correspondante.

Dans les cas prévus par convention approuvée par la DERF, pour la mise en œuvre d'un CPER, une délégation d'autorisation de programme globalisée pourra être effectuée à la direction régionale de l'agriculture et de la forêt pour un montant correspondant à tout ou partie des acquisitions programmées, à charge pour cette dernière de prendre les décisions individuelles d'engagement de subvention au taux prévu par la convention.

La subvention sera versée à la collectivité locale au vu de l'acte d'acquisition et de l'arrêté décidant la soumission au régime forestier du terrain concerné. Une copie de cet arrêté me sera adressé à titre de compte rendu.

2.2. Nature des opérations et priorités

Les subventions sont accordées en priorité aux projets permettant une amélioration de la structure foncière de la forêt communale ou de sa gestion, privilégiant la protection du patrimoine forestier ou favorisant l'ouverture au public d'espaces naturels forestiers. Pourront être aidées à ce titre les acquisitions dans des forêts à rôle de protection ou d'accueil du public prépondérant : forêts périurbaines, forêts de protection, périmètres RTM, sites classés, parcs nationaux, espaces protégés au titre de l'article L. 146.6 du code de l'urbanisme (loi littoral), forêts situées dans des zones où de telles opportunités sont rares ainsi que dans les massifs où un ou plusieurs refus d'autorisation de défrichement ont été prononcés.

Les documents d'urbanisme ou d'aménagement du territoire existants (schémas d'aménagement, plan d'occupation des sols, périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier, de réglementation des boisements ou d'actions forestières) devront avoir prévu l'affectation des terrains en cause à la forêt ou être en cours de révision sur ce point.

Les forêts acquises devront bénéficier du régime forestier dès la réalisation de l'acquisition.

La protection de ce patrimoine forestier devra faire l'objet d'une vigilance particulière, à l'occasion notamment des demandes de distraction du régime forestier ou de défrichement qui pourraient être présentées sur ces terrains. Toute autorisation en ce sens, qui ne pourra être qu'exceptionnelle, devra s'accompagner du remboursement de la subvention accordée, ou d'un apport nouveau de forêt de la collectivité, compensant intégralement la distraction ou le défrichement réalisé.

3. Cas des avenants aux contrats de plan Etat-Région 2000-2006.

Afin de faciliter les restructurations foncières forestières après les tempêtes de décembre 1999 il est proposé de soutenir le rôle d'opérateur foncier que peuvent jouer les communes : les acquisitions réalisées pour les communes afin de constituer un volant foncier facilitant des échanges ou aménagements fonciers ultérieurs seront subventionnées.

Cette action de restructuration devra avoir été prévue dans l'avenant au contrat de plan. Le dossier de demande de subvention explicitera les objectifs et le cadre fixés par la commune pour ces acquisitions foncières.

Dans ce cas particulier, la soumission au régime forestier ne sera pas requise dans l'immédiat. La subvention pourra être versée dès signature de l'acte d'acquisition.

Il convient de rappeler, qu'en application de l'article 15 du décret du 16 décembre 1999, devront donner lieu à reversement les subventions correspondant à des acquisitions qui n'auront pas contribué à des objectifs de restructuration, notamment dans l'hypothèse où la collectivité revendrait le bien subventionné à des fins sans rapport avec la restructuration.

Si, dans un délai de cinq ans après leur acquisition les parcelles acquises font toujours partie du patrimoine de la commune, la soumission au régime forestier devra être prononcée, si les parcelles constituent une unité de gestion suffisante ou si les parcelles répondent aux conditions de soumission au régime forestier.

La subvention minimale sera abaissée à 500 euros.

Pour le Ministre et par délégation,
Le Directeur de l'espace rural et de la forêt

Le contrôleur financier